

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'Office national d'inclusion sociale (ONIS) agissant sous l'autorité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région recueille et utilise des données à caractère personnel vous concernant afin de permettre le traitement de votre dossier selon les dispositions prévues au chapitre 3 de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Vos données communiquées sont traitées en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Dans le cadre des missions légales respectives, vos données traitées sont aussi susceptibles d'être communiquées ou rendues accessibles à d'autres autorités, dont notamment le Fonds national de solidarité (FNS), l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), le Service de la formation des adultes (SFA), la Maison de l'orientation (MO) et les Agents régionaux d'inclusion sociale (ARIS) compétents.

Les données traitées peuvent être également utilisées à des fins statistiques.

Les données sont conservées pendant la durée de traitement du dossier à l'ONIS et aussi longtemps que nécessaire pour accomplir les finalités prévues par la loi.

Les règles légales de protection des données à caractère personnel, notamment les droits reconnus aux personnes concernées par les traitements effectués (droit d'accès, de rectification, d'effacement des données, voire droit d'opposition ou d'exiger la limitation du traitement) sont applicables dans les conditions afférentes et sous réserve des exceptions et dérogations prévues. En cas de non-respect des règles légales, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) peut être saisie d'une plainte ou demande y relative. Une réclamation en la matière peut aussi être directement adressée à l'Office national d'inclusion sociale ou au délégué à la protection des données, à savoir le Commissaire à la protection des banques de données de l'Etat; 5, rue Plaetis, L - 2338 Luxembourg.

Im Rahmen seiner Verpflichtungen, die sich aus dem Kapitel 3 des abgeänderten Gesetzes (REVIS) vom 28. Juli 2018 ergeben, sammelt und benutzt das dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion unterstellte Nationale Amt für soziale Eingliederung (ONIS) persönliche Daten bezüglich Ihrer Person.

Die Übermittlung Ihrer Daten erfolgt gemäß der Verordnung (EU) 2016/679 des europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutzgrundverordnung).

Im Rahmen seiner gesetzlichen Mission, werden diese persönlichen Daten vom ONIS an den Nationalen Solidaritätsfonds (FNS), an die Agentur für Arbeit (ADEM), an das Zentrum für Bildungs- und Berufsorientierung (MO), an die Abteilung für Erwachsenenbildung (SFA) und an die zuständigen Mitarbeiter der Sozialämter (Agents régionaux d'inclusion sociale - ARIS) weitergeleitet.

Die behandelten Daten können ebenfalls zu statistischen Zwecken benutzt werden.

Die behandelten Daten werden für die Dauer der Verarbeitung Ihrer Akte beim ONIS aufbewahrt und zwar solange wie es für die Erfüllung der gesetzlichen Anforderungen erforderlich ist.

Die gesetzlichen Bestimmungen des Datenschutzes, insbesondere die Rechte der betroffenen Personen (Zugriffsberechtigung, Berichtigungsrecht, Löschungsrecht, Einspruchsrecht, Begrenzung der Weitergabe von Daten) sind unter den betreffenden Bedingungen und unter Vorbehalt von Ausnahmen anwendbar. Im Falle einer Nichtbeachtung der Gesetzesvorschriften kann die Nationale Kommission für den Datenschutz (CNPD) benachrichtigt und eine dementsprechende Beschwerde ausgesprochen werden. Eine Beschwerde in diesem Bereich kann außerdem direkt an das Nationale Amt für soziale Eingliederung oder an den Datenschutzbeauftragten adressiert werden: Commissaire à la protection des banques de données; 5, rue Plaetis, L - 2338 Luxembourg.

Reçu en main propre le

Nom, Prénom
Signature